



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/2000/165
1er mars 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 1er MARS 2000, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué de presse relatif
au Sommet d'Arusha sur le Burundi, tenu le 21 février 2000 à Arusha
(République-Unie de Tanzanie) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte du
communiqué comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur

(Signé) Daudi N. MWAKAWAGO

ANNEXE

Communiqué de presse publié le 21 février 2000 par le Bureau
du Président du Sommet d'Arusha sur le Burundi

Sur l'invitation du Président de l'Ouganda, Yoweri Kaguta Museveni, et du Président de la République-Unie de Tanzanie, Benjamin William Mkapa, respectivement Président et Vice-Président de l'Initiative d'Arusha sur le processus de paix au Burundi, Joaquim Chissano, Président du Mozambique, Pasteur Bizimungu, Président du Rwanda, Thabo Mbeki, Président de l'Afrique du Sud, le général Pierre Buyoya, Président du Burundi, et George ole Saitoti, Vice-Président du Kenya, se sont réunis à Arusha (République-Unie de Tanzanie) le 21 février 2000 pour délibérer sur la situation politique et de sécurité qui prévaut actuellement au Burundi et sur la manière dont pourraient être facilitées les négociations sur la paix au Burundi.

Ont également participé au Sommet Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Royaume de Belgique, Peter Main, Ministre d'État des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth, chargé de l'Afrique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie de la France.

Ont également assisté au Sommet Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Berhanu Dinka, ainsi que d'autres dignitaires de différents pays et organisations.

Le Sommet d'Arusha, faisant le point de la situation politique et de sécurité au Burundi, a noté avec regret que la situation de sécurité en particulier continuait à se détériorer parallèlement à la poursuite des combats, entraînant la mort de victimes innocentes et la destruction gratuite de biens.

Le Sommet d'Arusha a rappelé les décisions du huitième Sommet régional d'Arusha sur le Burundi en ce qui concerne le démantèlement immédiat des camps de regroupement et a noté qu'en dépit du fait que le Gouvernement burundais avait publiquement déclaré avoir démantelé 11 camps, le Sommet a décidé de les démanteler tous sans tarder. À cet égard, le Sommet a demandé au Gouvernement burundais de prendre les mesures qui s'imposaient.

Le Facilitateur, Nelson Mandela, a informé le Sommet des activités intersessions qu'il avait entreprises depuis le mois de décembre 1999. Le Sommet a ainsi été informé que M. Mandela avait rencontré le chef du Gouvernement burundais, le commandant Pierre Buyoya; le Président de l'Assemblée nationale, Leonce Ngendakumana, et d'autres chefs des parties au conflit. Toutes ces rencontres avaient permis de constater que l'engagement avait de nouveau été pris de restaurer dès que possible la paix et la stabilité au Burundi.

Le Sommet d'Arusha a noté avec satisfaction que, depuis qu'il avait pris ses fonctions, c'est-à-dire depuis fort peu de temps, le Facilitateur avait accompli un travail digne d'éloges. À cet égard, le Sommet s'est engagé à prêter au Facilitateur tout le concours possible pour lui permettre

d'accomplir cette noble tâche. Il s'est à nouveau déclaré fermement convaincu qu'il n'existait pas d'autre solution qu'un règlement négocié et a demandé aux parties à la négociation de prendre à coeur les intérêts de la nation burundaise et de parvenir à un accord de paix afin de favoriser la compréhension nationale et de promouvoir le développement économique et social.

Le Sommet a également souligné qu'il importait que toutes les parties prenantes au conflit burundais fassent preuve de bonne volonté politique dans le cadre de l'Initiative d'Arusha du processus de paix au Burundi. À cet égard, le Sommet a engagé toutes les parties prenantes à négocier sérieusement dans un esprit de compromis en vue de parvenir à un règlement pacifique durable du conflit burundais.

Le Sommet a applaudi au soutien moral et matériel que la communauté internationale avait apporté aux négociations de paix au Burundi. Il a demandé qu'elles bénéficient d'un appui supplémentaire jusqu'à ce que le processus ait été mené à bonne fin.

Le Sommet a exprimé sa profonde reconnaissance au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie, qui ont dû accueillir environ un demi-million de réfugiés en provenance du Burundi. Il a demandé par ailleurs à la communauté internationale de fournir une assistance à la République-Unie de Tanzanie pour lui permettre de répondre aux besoins d'un nombre croissant de réfugiés à la recherche d'un abri dans le pays.

À l'issue du Sommet d'une journée, les hautes personnalités ont exprimé leur gratitude au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie pour la chaleur avec laquelle ils avaient accueilli toutes les délégations et organisé la tenue du Sommet au Burundi.
